

Note de préparation Commission FP Débat extrême droite

La progression de l'extrême droite met les travailleuses et travailleurs sous tension, pour deux raisons au moins :

1. Les camarades travaillant dans les collectivités territoriales sont bien placés pour savoir ce qu'implique le travail dans une collectivité dirigée par le RN ou l'un de ses satellites. Au-delà de la question de la répression anti-syndicale, la question de l'obéissance à des politiques explicitement racistes, xénophobes, et/ou LGBTIphobes se pose d'une manière bien plus urgente que dans les autres collectivités, qui ne sont toutefois parfois pas en reste.
2. Le vote du RN se banalise. La fonction publique, si elle a pu constituer un bastion de résistance aux idées de l'extrême droite, ne constitue aujourd'hui plus une digue sûre.

Pour rester dans le périmètre des interrogations posées à l'occasion de ce BN, nous proposons un bref constat concernant la montée du vote RN au cours des dernières élections, puis proposons des pistes d'actions à deux niveaux :

- celui de l'action sur les lieux de travail ;
- celui de la bataille idéologique.

1/ Un vote RN qui se banalise dans la fonction publique (étude Cevipof sept. 2024)

Aux dernières élections, 34% des salarié·es du privé ont voté pour le RN (parmi elles et eux, 19% de cadres, 32% d'employé·es).

Dans la fonction publique, les chiffres sont aussi alarmants :

- 27% dans la Fonction publique de l'État (FPE). Chez les enseignant·es et professions de la recherche, le chiffre s'élève à 12%, un haut historique, même s'il montre que la digue y a tenu ;
- 28% dans la fonction publique territoriale (FPT)
- 30% dans la fonction publique hospitalière.

Excepté peut-être dans l'enseignement, le monde du travail connaît une homogénéisation à près d'un tiers d'électeur·ices votant pour le RN, un haut historique.

Dans ces conditions, il faut envisager des services entiers où la parole légitime est acquise à l'extrême droite. Il n'y a dans de nombreux services et administrations plus de magistère moral à gauche qui suffise à disqualifier la parole raciste. Pis, la parole syndicale ouvertement antiraciste peut même être suffisamment minoritaire pour qu'il soit difficile de continuer à la porter ouvertement.

Il faut donc envisager des pistes d'actions syndicales qui permettent d'inverser la tendance.

2/ Sur les lieux de travail, réhabiliter la notion de service public

L'un des moyens pourrait être, comme l'avaient demandé les structures en CN, d'avancer sur la notion de service public *sur les lieux de travail*. Il s'agit de montrer aux agent-es tout le mal que l'extrême droite pense du service public, qu'il s'agisse du soin pour toutes et tous, de l'éducation, du droit du travail, etc.

Il est donc nécessaire de montrer qu'il faut renforcer les services publics ne serait-ce que pour offrir de nouveau des conditions de travail acceptables aux personnels.

Cela suppose un travail exigeant de satisfaction des revendications immédiates d'une part afin de renforcer le crédit que le syndicalisme en général et Solidaires en particulier peuvent avoir dans la fonction publique. En même temps qu'il est nécessaire d'accomplir cette tâche, il est nécessaire d'user du crédit acquis ainsi pour s'attaquer aux politiques et discours portés par l'extrême droite. Il s'agit de montrer comment l'extrême droite nuit à l'action syndicale qui renforce les intérêts matériels des personnels, comment les politiques portées par le RN et ses alliés nuisent au service public et donc aux personnels et à la société tout entière.

Dans cette perspective, les élections professionnelles dans la fonction publique de 2026 auront la valeur d'un test : Solidaires, avec les autres organisations syndicales résolument opposées à l'extrême droite et ses idées, sera-t-elle en mesure de s'implanter et de progresser pour faire reculer les idées de l'extrême droite dans les administrations, les services et les collectivités ?

3/ Reconstruire un imaginaire positif du service public

Ce combat mené à l'échelle des lieux de travail peut faire l'objet d'une déclinaison à l'échelle de la société. Nul n'ignore, même si les analyses précises varient sur la question que la désagrégation des services publics, qui constituent un maillage perceptible par chacune et chacun de l'égalité de traitement sur le territoire, conduit à la désaffection pour le progrès social et conduisent à des replis individualistes.

Notre camp social doit parvenir à imposer le renforcement des services publics, dans un contexte où les gouvernements successifs s'acharnent à les démanteler. Cela peut passer par une campagne volontariste destinée à faire vivre cette idée.